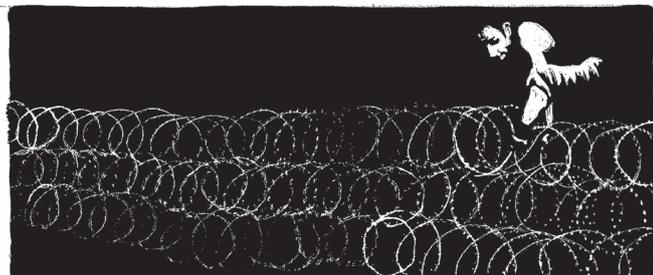


# Chaque année, en Belgique, 8000 personnes migrantes sont enfermées pour des raisons administratives.

La Belgique possède quinze prisons spécialement prévue à cet effet: cinq «centres fermés», cinq «centres INAD» dans ses aéroports, et cinq «maisons de retour» pour enfermer les familles. Elle consacre chaque année au total 63 millions d'euros pour déporter des personnes en situation illégale. Dernièrement, le gouvernement Michel a prévu de faire passer les 610 places actuellement disponibles pour enfermer les migrants jugés illégaux à 1066 places, et pour cela de construire de nouveaux centres fermés à Holsbeek, Anvers et Jumet à l'horizon 2020.

Ces politiques migratoires répressives font planer une menace permanente sur la vie de milliers de personnes, considérées comme illégales, exploitées et qui ont peu de moyens de se défendre. Elles n'empêchent pas les migrants d'arriver en Belgique et d'y vivre. Elles les contraignent simplement à une vie extrêmement précaire et dangereuse.



Sans ces politiques migratoires répressives...

- M. ne travaillerait pas pour 2,50 euros de l'heure sans aucune sécurité ni garantie d'être payé.
- N. ne sous-louerait pas une chambre insalubre avec cinq autres personnes à un marchand de sommeil pour ne pas être à la rue.
- B. ne passerait pas six mois enfermé suite à un contrôle de ticket dans le bus.
- A. n'aurait pas été arrêté chez lui à 5h du matin par des flics cagoulés.
- S. ne serait pas obligée de se prostituer sous la «protection» d'une mafia.
- T. ne se serait pas fait tabasser, humilier et mettre au cachot pour avoir refusé sa 6ème tentative d'expulsion forcée.
- A. n'aurait pas été renvoyé de force dans un pays où il risque la mort ou la prison.
- Batha ne serait pas mort, le 2 mars 2017, dans un cachot du centre fermé de Vottem.

Tous ces morceaux de vies brisées ne sont pas des accidents. Ils sont le quotidien de milliers de personnes en Belgique. Ils sont les éléments nécessaires d'un système qui méprise, discrimine, précarise, humilie, exclut et tue, pour exploiter une main d'œuvre fragile à bon marché. Pour justifier des lois toujours plus sécuritaires et protéger des intérêts économiques. Pour toujours plus de profit et de contrôle social.

Les exploités «légaux» et «illégaux» sont les deux faces d'une même pièce. Alors que les uns risquent d'être arrêtés à tout moment, les autres se lèvent tous les matins pour bosser et ne prennent le temps de vivre que le soir et le week-end... dans le meilleur des cas. La misère des uns aide les autres à se résigner à leurs conditions de vie, si difficiles soient-elles, si injustes soient-elles.

Laisser faire, c'est permettre à ce système de se perpétuer. Se taire, c'est en être complice. Par tous les moyens, agissons contre ces politiques migratoires, contre l'enfermement et les déportations!

Pour un monde sans frontières, sans États, ni nations.